

LE GOUVERNEMENT DE MADRID CONTRE LES LIBERTÉS **Moi aussi, j'accuse...**

Ecrivain, professeur à la faculté de philosophie et de lettres de l'université de Madrid, journaliste et polémiste de talent, M. Rafael Calvo Serer est aussi l'un des hommes les plus connus du monde politique espagnol. Conseiller politique depuis 1943 du comte de Barcelone, qui est le chef de la dynastie des Bourbon et le père du prince Juan Carlos, successeur désigné du général Franco, M. Calvo Serer avait défendu avec chaleur pendant la guerre civile les thèses nationalistes de la " croisade ". Partisan convaincu aujourd'hui d'une véritable ouverture démocratique et libérale, il avait réussi à faire du journal " Madrid " un organe qui se distinguait par sa liberté d'esprit. Il expose ci-dessous les raisons du conflit qui oppose son journal au gouvernement.

MOI AUSSI, J'ACCUSE...

LE MONDE. 11 NOVEMBRE 1971

RAFAEL CALVO SERER

https://www.lemonde.fr/archives/article/1971/11/11/le-gouvernement-de-madrid-contre-les-libertes-moi-aussi-j-accuse_3062114_1819218.html?xtmc=antonio_garc_a_trevijano&xtcr=3

Le journal Madrid, dont je préside le conseil d'administration et possède la majorité absolue du capital social, est menacé depuis le 22 octobre d'être définitivement interdit. Déjà, il avait été suspendu quatre mois le 31 mai 1968 parce que j'avais écrit un article intitulé : " Se retirer à temps. Non au général de Gaulle. " Cette suspension a provoqué des pertes financières telles que, depuis ce temps-là, la survie du journal est un miracle quotidien, d'autant qu'aux représailles économiques s'est ajoutée une persécution incessante de la part de deux gouvernements du général Franco.

Cette fois, les mesures gouvernementales seront définitives si je n'accepte pas les conditions draconiennes qui me sont imposées, sous la forme d'un véritable ultimatum : la désignation, comme directeur, du phalangiste José Maria Alfaro, auteur de l'hymne fasciste Cara al sol (Face au soleil), et d'un conseiller délégué désigné par le ministre de l'information, qui interviendra, au nom du ministère, dans la gestion de l'entreprise. Pour arriver à ses fins, au cas où je ne plierais pas, le gouvernement est prêt à prendre prétexte de prétendues infractions administratives commises depuis 1964 par le groupe de la Banque populaire espagnole, qui a eu la responsabilité financière du journal jusqu'en août 1970.

Un journal à tuer

C'est le vice-président du gouvernement en personne, l'amiral Carrero Blanco, qui a décidé depuis février 1970 d'en finir avec Madrid. Sa décision a été précipitée par la publication, le 11 octobre dernier, d'un premier article intitulé " Lutte pour le pouvoir au journal Madrid ", signé par moi et par mon avocat - qui est en même temps mon collaborateur politique - Antonio Garcia-Trevijano, l'homme de l'indépendance de la Guinée-Equatoriale, celui qui a présenté j.-j. S.-S. Sur la scène politique madrilène.

Le gouvernement a empêché la publication de la suite, sous peine de saisie immédiate du quotidien.

Depuis septembre 1966, la direction politique de ce journal est entre les mains d'un groupe d'universitaires qui se sont proposés de le transformer, de quotidien populaire qu'il était, en un organe d'information objectif et indépendant. Pour y arriver, ils ont profité d'une loi sur la presse qui a supprimé la censure préalable, laquelle était en vigueur depuis le début de la guerre civile en 1936. Mais, par cette méthode apparemment simple qui consistait à agir dans le cadre de la légalité, Madrid a mis en évidence l'incapacité de certains gouvernants à la mentalité autoritaire d'accepter la critique, aussi modérée, aussi constructive, qu'elle soit. Certains ministres auraient sans doute toléré un Madrid indépendant ; c'est l'amiral Carrero

Blanco, avec ses technocrates, qui a décidé, consciemment et délibérément, la mort d'un journal connu, dont les positions politiques étaient qualifiées de " centristes " par la presse européenne.

On aurait pu deviner que la décision du gouvernement visant à interdire définitivement le journal était inévitable, depuis la fracassante amnistie accordée par le Caudillo, le 1er octobre dernier, pour mettre fin aux répercussions politiques du scandale Matesa. Madrid aurait bien voulu dire ce jour-là ce que l'on a pu lire dans la grande presse indépendante du monde entier : la magnanimité tant vantée du généralissime, à l'occasion du trente-cinquième anniversaire de son arrivée au pouvoir, était d'abord destinée à amnistier le gouvernement lui-même. En effet, la campagne lancée contre l'amiral Carrero et ses technocrates, en août 1969, par les ministres phalangistes Fraga Iribarne et José Solis, et qui a abouti à l'ouverture d'une instruction contre les anciens ministres Espinosa, San Martin, Garcia Monco et Navarro Rubio et contre de hauts fonctionnaires de l'administration, a montré que ces derniers n'étaient pas seuls coupables, mais qu'ils devaient partager avec le gouvernement entier les responsabilités politiques de l'affaire. En décrétant l'amnistie, le chef de l'Etat a reconnu publiquement avoir commis une erreur en laissant porter l'affaire Matesa devant les tribunaux. Le gouvernement peut commettre la même erreur avec l'affaire Madrid.

Un coup de frein

Quels sont ceux qui, d'une façon aussi complète et implacable, veulent détruire notre journal et pourquoi ? Le confusionnisme qui règne dans la politique et l'information espagnoles en raison de la censure, des manipulations de la loi sur la presse et de la propagande officielle a pour principal responsable l'amiral Carrero Blanco. Au fur et à mesure que ce dernier a accru ses pouvoirs au sein du gouvernement, depuis le référendum du 16 décembre 1966 sur la loi organique de l'Etat, un coup de frein a été donné au lent processus de libéralisation et de démocratisation du régime. Ce processus était dû à l'action de certains démocrates chrétiens apparus sur la scène politique en 1951 et à l'impulsion économique des technocrates entrés au gouvernement en 1957.

Profitant de l'âge de Franco, l'amiral a imposé l'intégrisme rigide qui est le sien en formant le gouvernement " monocolore " d'octobre 1969. On estime généralement que l'émence grise " de ce gouvernement est Laureano Lopez Rodo, ministre du plan de développement. En fait, lui et ses collaborateurs ne sont, depuis 1957, que les instruments de l'amiral Carrero Blanco. Chef de file de ce qu'on appelait, il y a quinze ans, " la troisième force ", le vice-président du gouvernement a éliminé ceux qui, au sein de ce mouvement, n'étaient pas des technocrates. Il s'est débarrassé aussi des phalangistes et des démocrates chrétiens partisans de la collaboration avec le régime et a constitué avec les technocrates l'unique force politique actuellement au pouvoir.

Etant donnée cette situation de monopole politique et de contrôle des moyens d'expression par le gouvernement, on peut comprendre la stupeur qu'a produite la publication de mon article sur " La lutte pour le pouvoir au journal Madrid ". En effet, j'exposais dans cet article que trois forces étaient en présence au sein du quotidien : les phalangistes, avec Luis Valero Bermejo, ancien administrateur du journal ; les technocrates, avec Luis Valls Taberner, l'un de ses financiers ; et enfin les défenseurs de l'indépendance de Madrid.

En 1966 et 1967, Valero Bermejo était sous-secrétaire aux finances, et il avait déjà tenté d'acquérir le contrôle du journal. Luis Valls Taberner est l'homme fort de la Banque populaire espagnole. Depuis la désignation, en juillet 1969, du prince Juan Carlos comme successeur de Franco, il a également essayé, avec l'appui de Gonzalo Fernandez de la Mora, aujourd'hui ministre des travaux publics, de s'emparer du journal.

Les relations de Valls Taberner avec Lopez Rodo et Fernandez de la Mora sont connues. Mais son alliance avec les phalangistes de Valero Bermejo a surpris, car ce dernier est un adversaire déclaré des technocrates et notamment de Lopez Bravo, ministre des affaires étrangères, qu'il a durement critiqué et qu'il a accusé aux Cortès d'être impliqué dans l'affaire Matesa.

Pourtant, cette alliance s'explique si l'on sait que la Banque populaire espagnole a été la plateforme de lancement aussi bien des hommes de l'amiral Carrero Blanco que des phalangistes comme Valero Bermejo. Ce dernier, en effet, n'a eu son poste ministériel et Espinosa San Martin n'est devenu ministre que grâce à Valls Taberner. On cite leurs noms à propos de l'affaire Matesa.

C'est parce que Madrid, dans une série d'articles commencée - et interrompue - le 11 octobre, se proposait de mettre en lumière les liens existant entre ces différents personnages que le gouvernement, appuyé par les courants autoritaires et intégristes du système, a décidé de réagir.

Ni les phalangistes ni les technocrates n'acceptent donc que je puisse me servir d'un journal en Espagne, même si je contrôle la majorité de ses actions : pourquoi ? L'amiral Carrero Blanco ne peut réduire au silence le journal ya, qui est protégé par les évêques. Par peur de la liberté et de la vérité, il s'en prend à Madrid, le seul qui pourrait dénoncer devant l'opinion publique les manœuvres exercées par l'intermédiaire de la Banque populaire espagnole pour contrôler la politique gouvernementale : explications nécessaires si l'on veut comprendre les raisons profondes de l'affaire Matesa, qui a porté un coup définitif au gouvernement " monocouleur " de 1969.

Le vice-président aurait pu se débarrasser des hommes compromis dans cette affaire. Mais il a préféré s'allier avec ceux qui les soutenaient au sein de la Banque populaire espagnole. Dans le même temps, son " éminence grise ", Lopez Rodo, prenait une option sur l'avenir en liant le destin politique de l'amiral Carrero Blanco au destin historique du prince Juan Carlos.

La loi sur la presse violée

Valero Bermejo et Valls Taberner se sont donc mis d'accord pour introduire une action en justice et demander que les droits que me donne ma position majoritaire au sein de Madrid soient provisoirement suspendus. Les tribunaux auront à se prononcer le 12 novembre sur cette affaire, dont on voit bien qu'elle est d'origine purement politique ; sinon, comment supposer qu'on puisse discuter de la légitimité de mes droits de propriété sur la majorité des actions de l'entreprise ?

On peut comprendre pourquoi les phalangistes et le banquier technocrate prétendent aujourd'hui me traîner devant les tribunaux. Ils ne veulent pas connaître la vérité. Et on m'interdit de faire connaître dans le journal Madrid cette vérité ; pourtant la loi sur la presse édictée par le gouvernement m'y autorise. Mais le gouvernement viole, ce faisant, sa propre loi de presse. La vérité est que M. Valls Taberner a, avec l'appui des phalangistes, gravement obéré le capital et les ressources du journal. En effet, plus de 40 millions de pesetas ont été retirés de ses caisses de 1961 à 1970 : c'est la somme qui avait été payée pour l'achat du journal à son ancien propriétaire, M. Juan Pujol ! Il est donc évident que le banquier technocrate a ruiné l'entreprise en imposant des prêts et une méthode que l'actuelle législation espagnole considère comme usuraires.

La situation de 1939

On veut me traîner devant les tribunaux sans me laisser la possibilité de me défendre devant l'opinion publique. Les technocrates et les phalangistes espèrent de cette manière me priver du droit de vote que j'exerce en qualité de propriétaire des deux tiers des actions de l'entreprise. S'ils réussissaient cette opération, M. Valls Taberner pourrait devenir administrateur de la société, puisqu'il contrôle déjà un certain nombre d'actions, directement ou indirectement. Si mon droit de vote était suspendu, c'est une société financière de la Banque populaire espagnole qui disposerait de la majorité des actions par l'intermédiaire de prête-noms, l'un de ces derniers étant d'ailleurs ministre dans le gouvernement du général Franco. Toute cette opération est illégale puisque la loi de presse l'interdit formellement. De toute manière, la valeur réelle du journal ne serait plus alors que celle d'un tas de ferraille déprécié.

Aussi longtemps que le gouvernement agira de cette manière dictatoriale et que les libertés d'expression et d'association ne seront pas respectées, il ne sera pas possible d'avoir une idée claire du rapport de forces entre les différents courants politiques de l'Espagne (organisations ouvrières, courants socialiste, démocrate chrétien, libéral ou conservateur). Pourtant l'Etat est fort. Il ne devrait donc pas redouter la vérité et la liberté. Il a la possibilité de se faire respecter et de faire respecter la loi. Une liberté d'information authentique ne pourrait absolument pas déboucher sur l'adulation, la servilité, la mendicité ou la démagogie.

L'Espagne ne pourra pas s'intégrer à la Communauté européenne aussi longtemps que restera au pouvoir un gouvernement qui nous ramène à la situation de 1939. Trente-deux ans après la fin de la guerre civile, le gouvernement de l'amiral Carrero Blanco a, en renforçant la dictature, assumé toute la responsabilité de la tragédie espagnole. L'horizon politique n'est pas heureusement complètement bouché : car Carrero Blanco et Lopez Rodo n'ont pas encore entre leurs mains la totalité des pouvoirs, et Franco peut encore dire le dernier mot. La première " force " était phalangiste. Elle a été épuisée en 1951 ; la deuxième, c'était une " certaine " démocratie chrétienne ; elle a fini en 1957 ; et la troisième force " technocratique " est morte en 1971 avec l'affaire Matesa. Il n'y a plus aujourd'hui d'autre voie pacifique en Espagne que le remplacement de l'actuel gouvernement par une nouvelle force réformatrice.

RAFAEL CALVO SERER

EL GOBIERNO DE MADRID CONTRA LAS LIBERTADES Yo también, lo acuso ...

Ecrivain, professeur de la Facultad de Filosofía y Letras de la Universidad de Madrid, journaliste et polémiste du talent, M. Rafael Calvo Serer est également l'un des élèves les plus réussis de la politique espagnole. Conseiller politique depuis 1943, le comte de Barcelona, qui est le chef de la dynastie de Borbón et le père du prince Juan Carlos, successeur du général Franco, Calvo Serer a eu à défendre avec chaleur pendant la guerre civile les thèses nationalistes de " croisade ". Partisan d'aujourd'hui, d'une véritable démocratie libérale et libérale, il a réagi pour faire de la revue "Madrid" un organe distrait par la liberté d'expression. J'expose ci-dessous les raisons du conflit qui oppose son journal au gouvernement.

YO TAMBIÉN, ACUSO ...

LE MONDE. 11 NOVIEMBRE 1971

RAFAEL CALVO SERER

El periódico de Madrid, del cual soy presidente de la junta directiva y tiene la mayoría absoluta del capital social, ha sido amenazado desde el 22 de octubre con la prohibición permanente. Ya había sido suspendido durante cuatro meses el 31 de mayo de 1968, porque había escrito un artículo titulado "Para retirarse a tiempo, no al General de Gaulle". Esta suspensión causó pérdidas financieras como, desde entonces La supervivencia del periódico es un milagro diario, especialmente porque se agregaron represalias económicas incesantes de persecución por parte de dos gobiernos del general Franco.

Esta vez, las medidas gubernamentales serán definitivas si no acepto las condiciones draconianas que me impusieron, en forma de un ultimátum real: el nombramiento, como Director, del falangista José María Alfaro, autor del himno fascista Cara. al sol (de cara al sol), y un asesor delegado designado por el Ministro de Información, que intervendrá, en nombre del ministerio, en la gestión de la empresa. Para lograr sus fines, en caso de que no me incline, el gobierno está dispuesto a simular supuestos delitos administrativos cometidos desde 1964 por el grupo del Banco Popular Español, que tenía la responsabilidad financiera del periódico hasta agosto de 1970. .

Un periódico para matar.

Es el vicepresidente del gobierno en persona, el almirante Carrero Blanco, quien decidió, desde febrero de 1970, terminar con Madrid. Su decisión se vio precipitada por la publicación, el 11 de octubre, de un primer artículo titulado "La lucha por el poder en el periódico de Madrid", firmado por mí y por mi abogado, que es al mismo tiempo mi colaborador político, Antonio García Trevijano, el hombre de la independencia de Guinea Ecuatorial, el que presentó j.-j. S.-S. En la escena política madrileña.

El gobierno impidió la publicación de la suite, bajo pena de incautación inmediata del periódico.

Desde septiembre de 1966, la dirección política de este periódico ha estado en manos de un grupo de académicos que han propuesto transformarlo, del popular diario que era, en un servicio de información objetivo e independiente. Para hacer esto, aprovecharon una ley de prensa que abolió la censura anterior, que había estado en vigor desde el comienzo de la guerra civil en 1936. Pero por este método aparentemente simple de actuar en el marco de En cuanto a la legalidad, Madrid ha resaltado la incapacidad de algunos gobernantes ante la mentalidad autoritaria para aceptar las críticas, por moderadas y constructivas que sean. Algunos ministros sin duda habrían tolerado un Madrid independiente; fue el almirante Carrero Blanco, con sus tecnócratas, quienes decidieron consciente y deliberadamente la muerte de un conocido periódico cuyas posiciones políticas fueron calificadas de "centristas" por la prensa europea.

Uno podría haber adivinado que la decisión del gobierno de prohibir definitivamente el periódico fue inevitable, ya que la sensacional amnistía otorgada por el Caudillo el 1 de octubre para poner fin a las repercusiones políticas del escándalo de Matesa. A Madrid le hubiera gustado decir ese día lo que se leyó en la prensa independiente más importante del mundo: la tan aclamada magnanimidad del generalísimo, con motivo del trigésimo quinto aniversario de su acceso al poder, fue Primero pretendía amnistiar al propio gobierno. De hecho, la campaña lanzada contra el almirante Carrero y sus tecnócratas, en agosto de 1969, por los ministros falangistas Fraga Iribarne y José Solís, dio como resultado la apertura de una instrucción contra los ex ministros de Espinosa, San Martín. García Monco y Navarro Rubio, y contra altos funcionarios de la administración, demostraron que no eran los únicos culpables, sino que tenían que compartir con el gobierno las responsabilidades políticas del caso. Al decretar la amnistía, el jefe de estado admitió públicamente haber cometido un error al permitir que el

caso Matesa fuera a los tribunales. El gobierno puede cometer el mismo error con el caso madrileño.

Un freno

¿Quién, de una manera tan completa e implacable, quiere destruir nuestro periódico y por qué? La confusión que reina en la política y la información españolas debido a la censura, las manipulaciones de la ley de prensa y la propaganda oficial es principalmente responsable del almirante Carrero Blanco. A medida que esta última ha aumentado sus poderes en el gobierno, desde el referéndum del 16 de diciembre de 1966 sobre la ley orgánica del Estado, se ha puesto un freno al lento proceso de liberalización y democratización del régimen. Este proceso se debió a la acción de ciertos demócratas cristianos que aparecieron en la escena política en 1951 y al impulso económico de los tecnócratas que ingresaron al gobierno en 1957.

Aprovechando la edad de Franco, el almirante impuso su rígido fundamentalismo en la formación del gobierno "monocolor" de octubre de 1969. En general, se cree que la "eminencia gris" de este gobierno es Laureano López Rodo, Ministro de Plan de Desarrollo. De hecho, él y sus colaboradores han sido, desde 1957, únicamente los instrumentos del almirante Carrero Blanco. Líder de lo que se llamó "la tercera fuerza" hace quince años, el vicepresidente del gobierno eliminó a quienes, dentro de este movimiento, no eran tecnócratas. También se deshizo de los falangistas y demócratas cristianos que favorecían la colaboración con el régimen y, con los tecnócratas, formaban la única fuerza política actualmente en el poder.

Dada esta situación de monopolio político y control de los medios de expresión por parte del gobierno, se puede entender el estupor que produjo la publicación de mi artículo sobre "La lucha por el poder en el periódico de Madrid". De hecho, expuse en este artículo que tres fuerzas estaban presentes en el periódico: los falangistas, con Luis Valero Bermejo, ex director del periódico; Los tecnócratas, con Luis Valls Taberner, uno de sus financieros; Y finalmente los defensores de la independencia de Madrid.

En 1966 y 1967, Valero Bermejo era subsecretario de finanzas y ya había tratado de hacerse con el control del periódico. Luis Valls Taberner es el hombre fuerte del Banco Popular Español. Desde la designación, en julio de 1969, del Príncipe Juan Carlos como sucesor de Franco, también intentó, con el apoyo de Gonzalo Fernández de la Mora, ahora Ministro de Obras Públicas, tomar el periódico.

Se conocen las relaciones de Valls Taberner con López Rodo y Fernández de la Mora. Pero su alianza con los falangistas de Valero Bermejo sorprendió, porque este último es un opositor declarado de los tecnócratas y, en particular, López Bravo, ministro de Asuntos Exteriores, a quien criticó duramente y acusó a las Cortes de estar involucradas. En el caso de Matesa.

Sin embargo, esta alianza se explica si sabemos que el Banco Popular Español fue la plataforma de lanzamiento tanto para los hombres del Almirante Carrero Blanco como para los falangistas como Valero Bermejo. De hecho, este último tenía su cargo ministerial y Espinosa San Martín se convirtió en ministro solo gracias a Valls Taberner. Sus nombres se mencionan en el caso Matesa.

Esto se debe a que Madrid, en una serie de artículos iniciados, e interrumpidos, el 11 de octubre, propuso resaltar los vínculos entre estos diferentes personajes que el gobierno, apoyado por las corrientes autoritarias y fundamentalistas del sistema, tiene decididamente reaccionar.

Ni los falangistas ni los tecnócratas aceptan que pueda usar un periódico en España, incluso si controla la mayoría de sus acciones: ¿por qué? El almirante Carrero Blanco no puede silenciar el periódico ya, que está protegido por los obispos. Por temor a la libertad y la verdad, ataca a Madrid, el único que pudo denunciar ante el público las maniobras realizadas a través del Banco Popular Español para controlar la política del gobierno: explicaciones necesarias si Queremos entender las razones detrás del asunto Matesa, que asestaron un golpe definitivo al gobierno "monocolor" de 1969.

El vicepresidente pudo haberse librado de los hombres involucrados en este asunto. Pero prefirió aliarse con los que los apoyaron en el Banco Popular Español. Al mismo tiempo, su "eminence grise", López Rodo, optó por el futuro al vincular el destino político del almirante Carrero Blanco al destino histórico del Príncipe Juan Carlos.

La ley de prensa violó

Por lo tanto, Valero Bermejo y Valls Taberner acordaron presentar una demanda y solicitar que se suspendan temporalmente los derechos que me otorga la mayoría de mi posición en Madrid. Los tribunales tendrán que decidir el 12 de noviembre sobre este asunto, que se ve claramente que es de origen puramente político; si no, ¿cómo se puede asumir que se puede discutir la legitimidad de mis derechos de propiedad sobre la mayoría de las acciones de la compañía?

Uno puede entender por qué los falangistas y el banquero tecnocrático dicen hoy que me arrastran a los tribunales. No quieren saber la verdad. Y tengo prohibido dar a conocer en el diario madrileño esta verdad; sin embargo, la ley de prensa promulgada por el gobierno me autoriza. Pero el gobierno está violando su propia ley de prensa. La verdad es que el Sr. Valls Taberner, con el apoyo de los falangistas, puso en grave peligro la capital y los recursos del periódico. De hecho, se retiraron más de 40 millones de pesetas de sus cofres de 1961 a 1970: esta fue la suma que se había pagado por la compra del periódico a su antiguo propietario, Sr. Juan Pujol! Es obvio que el banquero tecnocrático ha arruinado a la compañía mediante la imposición de préstamos y un método que la legislación española actual considera usureros.

La situación de 1939.

Quieren arrastrarme a los tribunales sin darme la oportunidad de defenderme ante el público. Tecnócratas y falangistas esperan privarme de este modo del derecho al voto que ejerzo como propietario de dos tercios de las acciones de la compañía. Si tienen éxito en esta operación, el Sr. Valls Taberner podría convertirse en director de la compañía, ya que ya controla un cierto número de acciones, directa o indirectamente. Si mi derecho de voto se suspendiera, es una compañía financiera del Banco Popular Español que dispondría de la mayoría de las acciones a través de candidatos, uno de ellos también es un ministro en el gobierno de General Franco. Toda esta operación es ilegal ya que la ley de prensa lo prohíbe formalmente. En cualquier caso, el valor real del periódico sería más que el de un montón de chatarra depreciado.

Mientras el gobierno actúe de esta manera dictatorial y no se respeten las libertades de expresión y asociación, no será posible tener una idea clara del equilibrio de poder entre las diferentes corrientes políticas en España. (organizaciones de trabajadores, corrientes socialistas, demócrata-cristianas, liberal o conservadora). Sin embargo, el estado es fuerte. No debe temer la verdad y la libertad. Él tiene la oportunidad de ser respetado y hacer cumplir la ley. La auténtica libertad de información no podría conducir a la adulación, el servilismo, la mendicidad o la demagogia.

España no podrá integrarse en la Comunidad Europea mientras haya un gobierno que nos devuelva a la situación de 1939. Treinta y dos años después del final de la guerra civil, el gobierno del almirante Carrero Blanco. Al reforzar la dictadura, asumió toda la responsabilidad de la tragedia española. Afortunadamente, el horizonte político no está completamente bloqueado: porque Carrero Blanco y López Rodo aún no tienen en sus manos los plenos poderes, y Franco todavía puede decir la última palabra. La primera "fuerza" fue falangista. Estaba agotada en 1951; el segundo fue una democracia "cierta" cristiana; terminó en 1957; y la tercera fuerza "tecnocrática" murió en 1971 con el caso Matesa. No hay otra forma pacífica en España hoy que reemplazar al gobierno actual por una nueva fuerza de reforma.